

CONDENSÉ

Tous le comprennent maintenant, l'insécurité n'a pas disparu avec la Guerre froide; la fin de celle-ci a plutôt donné lieu à de nouvelles formes troublantes d'insécurité. Les pays occidentaux, notamment en Europe, craignent surtout qu'un échec de la transition économique et politique en Europe de l'Est vienne aussi compromettre la prospérité et la stabilité de l'Ouest.

L'inquiétude croît à un moment où l'on cherche à solidifier le Marché européen unique. Jacques Delors, président de la Commission européenne, explique pourquoi il faut fournir une aide plus grande aux pays de l'Europe centrale et orientale (PECO) : «Ces pays sont au bord de la faillite; si le pire se produit, les réformes démocratiques avorteront.»

Un autre motif d'insécurité plus alarmant découle d'une dissolution rapide des deux structures parrainées par l'URSS, à savoir le Pacte de Varsovie et le Comecon (les deux ont été dissoutes en juin 1991), et d'une vague de nationalisme. La nouvelle pensée du président Gorbatchev et les grands discours parlant d'une «seule et grande maison européenne», c'est bien joli, mais la désintégration de l'Union soviétique et la guerre en Yougoslavie laissent planer des doutes. Cette situation, peu rassurante disons-le, rend d'autant plus urgentes l'intégration et la protection des autres petits pays situés le long de la ligne de faille géopolitique de l'Europe.

L'unification allemande représente un cas étonnant et tout à fait exceptionnel, un processus qui a absorbé une somme imprévue de capitaux et d'énergie politique ouest-allemands. Le financier français Pierre Moussa, ne mâche pas ses mots : même si les marchés de l'Est déçoivent les investisseurs et même si les manifestations violentes des nationalismes affligent les peuples, les capitaux doivent «couler» vers l'Europe de l'Est, car ils représentent, sous une nouvelle forme, le budget consacré à la «défense».

Tout compte fait, la simple question de savoir «qui doit donner quoi à qui» paraît maintenant fort complexe : elle entraîne diverses implications non seulement pour le processus de réforme dans l'Est, mais aussi pour la sécurité à l'Ouest. Le présent *Document de travail* vise à familiariser le lecteur avec les thèmes se rapportant actuellement à l'aide occidentale, car ils pourraient bien déteindre sur des éléments plus vastes de la politique extérieure.

Quiconque veut évaluer les options du Canada doit tout d'abord reconnaître que l'aide occidentale consentie aux pays d'Europe centrale et orientale s'inscrit dans une démarche à trois volets : la réforme, la réintégration et la sécurité régionale. Sur le premier de ces plans, l'aide vise à faciliter, dans chaque pays d'Europe centrale et orientale, des changements qui étayeront